

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 13 novembre 2017

C'est criminel, mais légal !

Un consortium international de journalistes et de médias, a révélé les petits secrets de « l'optimisation » fiscale des multinationales et grandes fortunes. Pour la France, 20 milliards au bas mot échappent ainsi aux recettes fiscales, soit quatre fois le déficit de la Sécurité sociale.

Le tour du monde des combines

Impossible de trouver une multinationale sans filiales *offshore*. Apple rapatrie deux tiers de ses profits en Irlande où elle est exonérée d'impôt sur les entreprises ; Nike économise un milliard d'euros par les Pays-Bas ; Facebook rapatrie ses bénéfices aux îles Caïmans ; Whirlpool fait circuler ses bénéfices entre ses filiales *offshore* tout en fermant des sites industriels ; Renault, PSA ou Auchan éludent respectivement 62, 57 et 22 millions d'euros à Malte... Beaucoup de PME s'y mettent aussi sans parler des milliardaires : de Bernard Arnault à la reine d'Angleterre en passant par treize proches de Donald Trump, ministres et conseillers... Toute la bourgeoisie recourt aux paradis fiscaux pour éviter de payer ses impôts.

Les immoralistes

Qu'on se rassure : « *Tout est légal* », répondent en chœur les entreprises. Il suffit de disposer de bataillons de juristes et d'experts en optimisation fiscale.

De bonnes âmes, un peu gênées, ont ajouté : c'est légal, mais pas moral. Autrement dit, la légalité bourgeoise et sa justice sont immorales. On s'en doutait, mais puisque c'est eux qui le disent !

À ce grand jeu, les États en rajoutent dans l'immoralité en récompensant ces mêmes multinationales abonnées à « l'optimisation », en leur offrant toutes sortes d'exonérations pour la prétendue « compétitivité ». Du coup, comment trouver de quoi assister ces malheureux très riches ? Comme disait déjà Alphonse Allais, un humoriste du 19^e siècle : « *Il faut prendre l'argent là où il se trouve : chez les pauvres. D'accord, ils n'en ont pas beaucoup, mais ils sont si nombreux !* ». Résultat, pour aider nos exploités, le gouvernement fait fermer des services hospitaliers, des écoles, des bureaux de poste, laisse se dégrader le réseau ferroviaire... et multiplie les « lois travail » pour précariser et paupériser les salariés.

Voilà comment se construit tout un système politique pour faire de chaque pays un paradis (pas seulement fiscal) pour les exploités.

Paradis fiscal pour les uns, enfer social pour les autres

Certains gouvernants en France et ailleurs, font semblant de s'indigner. Mais, pas gêné, c'est ainsi que Macron nous inflige tout un programme de « patriotisme économique » aux frais du contribuable : suppression de l'ISF, prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital (PFU), baisse du taux de l'impôt sur les sociétés auxquels il faut encore ajouter les centaines de milliards économisés par le patronat depuis Hollande avec le CICE. Bref, tout un programme parfaitement légal visant à faire de la France un magnifique paradis fiscal. Entre-temps, simple exemple, cinq milliards d'euros ne sont pas versés à ceux qui ont droit au RSA, mais n'ont pas de conseillers pour faire valoir leurs droits !

Comment y mettre fin ?

Les places offshore et les paradis fiscaux font partie des rouages du capitalisme. Comment y mettre fin ? Puisqu'il s'agit paraît-il de moralité, donc de justice sociale, reste à imposer à ces 1 % de profiteurs une autre légalité, celle des exploités. Cela s'appelle une révolution sociale. Il serait temps de la mettre au programme du monde du travail.

Pour l'heure, nous qui n'avons pas de quoi nous payer une armée d'experts en optimisation fiscale et ne disposons que de notre travail pour vivre, il nous reste la colère, qui s'exprime de façon encore trop rentrée ou dans des luttes bien trop dispersées.

Cela dit, en attendant les choses sérieuses, quand nous saurons nous organiser pour faire converger nos luttes locales, nous avons une occasion de nous exprimer dans la rue : lors de la prochaine journée de mobilisation interprofessionnelle appelée par les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU le 16 novembr

Management à contrôler

Une nouvelle méthode pour nous mettre au pas façon « *Les temps modernes* » débarque : le Management Control.

Tours de Terrains et autre Agenda commun : tout est sous contrôle avec pour objectifs affichés de générer du *free cash flow* et des marges opérationnelles.

Une fois de plus, après le Lean façon PSA, on reprend presque les mêmes et on recommence. Faut bien gagner en « efficacité » pour compenser les compressions d'effectifs ? Ou alors rendons efficaces nos revendications : des conditions de travail réalistes et des marges opérationnelles dans nos poches !

Des doléances à la prise de la Bastille

À Carrières, la direction met en place un groupe de travail sur le climat social pour regrouper les remarques sur le bien être, les évolutions professionnelles, la transformation du travail.

Pas besoin de se la jouer dans l'écoute, la direction connaît très bien les conséquences de sa politique qui consiste à vider les équipes pour charger et entasser toujours plus ceux qui restent. Preuve en est, ce sont les mêmes remontées (salaires et effectifs) qui sont faites partout.

Reste plus qu'à espérer qu'une petite visite lui soit rendue lors de la solennelle lecture des récriminations ce mardi.

Mêmes patrons, mêmes luttes

10 000 salariés de l'usine Dacia de Mioveni en Roumanie sont descendus dans la rue pour manifester leur refus de payer la contribution à la sécurité sociale jusque là dévolue aux employeurs. Cette réforme représenterait une baisse de 35 % du salaire. L'occasion de manifester aussi contre le gouvernement anti-ouvrier.

Augmentation de la CSG, loi travail bis en France... : plus que jamais, notre camp c'est les travailleurs du monde entier contre les mêmes offensives sociales.

Opel : Sales coups confirmés

Jeudi dernier, Tavarès, flanqué de Lohscheller le PDG d'Opel a détaillé comment il s'attaquera aux salariés d'Opel. Au milieu des synergies annoncées les salariés d'Opel ont d'abord dû noter qu'il s'agit de baisser le coût du travail c'est-à-dire leurs salaires. Et ensuite de supprimer des emplois.

Mais pas de départs contraints soi-disant... Les salariés de l'usine d'Aulnay dont bons nombres ont quitté le groupe après sa fermeture peuvent en témoigner. Les campagnes de job dating régulières à l'intérieur de la boîte pour inciter à aller voir ailleurs, les bombardements de mails proposant de décamper il

y a deux ans ce n'était pas de la contrainte physique mais au moins psychologique.

Ces « *annonces constituent un excellent point de départ pour les négociations à venir* » selon l'IG-Metall le principal syndicat de la métallurgie allemande. Pour s'opposer aux attaques annoncées, salariés d'Opel et de PSA, nous ne devons compter que sur nous.

Solidarité avec les militants CGT de PSA Poissy

Jeudi 16 novembre prochain, neuf militants CGT de l'usine PSA de Poissy passent devant le tribunal. Ils sont accusés par la direction de PSA d'une séquestration fictive d'un chef. En réalité un banal entretien de 17 minutes pour demander le changement de poste d'un salarié en restriction médicale, ce qui a valu à chacun neuf heures de garde-à-vue. Déjà, en juillet dernier, le secrétaire du syndicat avait été condamné à six mois de prison avec sursis pour des violences imaginaires.

PSA, le Medef et le gouvernement cherchent à briser les militants combattifs et à restreindre les libertés ouvrières dans un contexte d'attaques généralisées. Un rassemblement aura lieu le 16 novembre à 11 heures à Versailles devant le tribunal de grande instance. Soyons nombreux pour manifester notre soutien !

Hollywood, nid d'espions

Pour se prémunir des accusations de harcèlement, Harvey Weinstein, le célèbre producteur américain, a eu recours à deux agences de renseignement qui ont fait le sale boulot pour un montant de 172 000 €. Le service rendu incluant des enquêtes sur la vie privée des femmes et des journalistes susceptibles de tout révéler pour les intimider. Malgré cela, le scandale a éclaté et les témoignages affluent. La participation à la manifestation contre les violences faites aux femmes le 25 novembre est une nouvelle occasion de dénoncer collectivement ces violences pour, un jour, y mettre un point final.

Permis d'empoisonner

Le glyphosate est le pesticide le plus utilisé au monde – rien que dans l'UE, les produits à base de cette molécule, dont le Roundup de Monsanto, représentent un marché d'environ un milliard d'euros –, et il a été classé « *cancérogène probable* » par l'Organisation mondiale de la santé. Nicolas Hulot se dit fier de la position défendue par la France à Bruxelles, renouveler l'autorisation pour trois ans « *seulement* » au lieu de cinq ans, comme le veulent d'autres pays. Ces trois ans pourraient en plus être renouvelables. Autoriser un produit dangereux pour la santé publique est criminel, tout cela pour ménager les industriels et leur donner le temps d'écouler les stocks. Nos vies valent plus que leurs profits.